

Société et développement en Iran [Jubin Goodarzi]

Autor(en): [s.n.]

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - (2007)

Heft 2

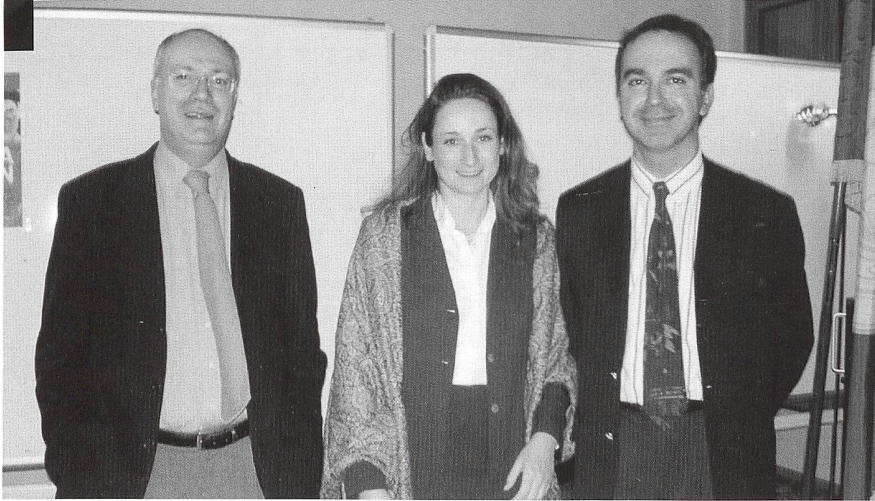
PDF erstellt am: **17.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Compte rendu

Société et développement en Iran

Rédaction

Le 7 décembre dernier a eu lieu une table ronde sur l'évolution économique et sociale de l'Iran. Cet événement, auquel ont assisté une soixantaine de personnes, a été organisé par le département de Relations internationales de l'Université Webster.

Jubin Goodarzi (à droite), professeur et auteur d'un récent ouvrage sur l'alliance stratégique entre la Syrie et l'Iran (voir encadré), a dressé un tableau historique et démographique de l'Iran depuis la révolution de 1975, en passant par les 8 années de guerre avec son voisin irakien. Le pays compte 70 millions d'habitants, dont 38 % n'ont pas encore 18 ans. Plus de 70 % de la population est urbaine. Le chômage est élevé et la fuite des cerveaux est préoccupante.

Sur le plan politique, l'Iran est soumis à une double hiérarchie, laïque et religieuse – le conseil des Gardiens. Mais malgré signes de progrès – le pays compte plus de 740 journaux; le farsi est la 3^e langue sur le web- et des tentatives de réformes, sous l'ère Ratami, un courant conservateur s'est imposé depuis 1999. La défaite des réformistes et l'élection du gouvernement actuel doit beaucoup au veto des candidatures modérées imposées par les autorités religieuses.

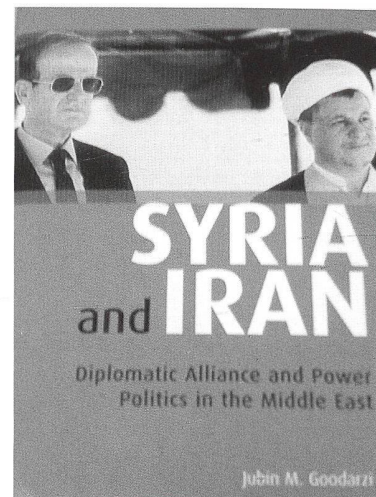
Le pays compte 12 millions de pauvres et le fossé des revenus a tendance à se creuser. Economiquement, le pays est loin d'être compétitif. Dépendant pour 85 % de son budget des rentrées pétrolières, la mauvaise gestion et la corruption sont préoccupantes. En raison de capacités de raffinage insuffisantes, un tiers de l'essence doit être importé à grand frais. Malgré ses réserves importantes en pétrole, une partie du gaz naturel provient également de l'étranger.

Ewan Macleod (à gauche), conseiller régional pour le Moyen Orient auprès du Haut commissariat aux réfugiés (UNHCR), a évoqué le poids des migrations dans la région. L'Iran accueille actuellement plus de 6 millions de réfugiés issus d'Irak, d'Afghanistan et d'Azerbaïdjan. Le pays a pratiqué à leur égard une politique d'ouverture et d'intégration, si bien qu'aujourd'hui l'Iran dispose de « réseaux » économiques ou d'influence à travers la région et le monde. Mais la situation économique et le conservatisme a conduit, ces dernières années, à un dénigrement et une paupérisation des communautés d'origine afghane.

La politique du HCR vis-à-vis de l'Iran vise la stabilité. Le rapatriement des exilés et des réfugiés semble difficile, mais si la situation se poursuit, le pays pourrait devenir victime de vagues croissantes d'immigration illégale: on compte déjà 700 000

travailleurs illégaux aujourd'hui; ce chiffre pourrait dépasser le million en cas de reprise économique.

En matière de représentations mentales, la population iranienne n'a pas le « sens d'une crise » aujourd'hui. Mais elle est traditionnellement attachée à l'image d'une « influence perse » dans la région. Trois questions restent donc posées: la place traditionnelle de l'Iran en tant que puissance régionale, la gouvernance vis-à-vis de sa propre population et ses conséquences sur les migrations internes et transnationales.



Enfin, l'économiste Roya Ghafele (au centre), de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a pris la mesure des indicateurs de l'Iran. 25 % de la population sous le seuil de pauvreté, 11 % de chômage et 17 % d'inflation annuelle. En termes macroéconomiques, le pays dispose de réels atouts, avec un PNB par habitant de 2 500 USD. Mais la gestion et la distribution des ressources est calamiteuse.

Malgré une constitution relativement libérale, basée sur la propriété privée de l'agriculture et du commerce, la règle est le service public et la gestion par l'Etat de plans quinquennaux. Il est vital, pour la prospérité et la stabilité du pays, de libéraliser et de décloisonner les secteurs d'Etat, de réorienter l'économie de la souveraineté, l'isolement et l'autosuffisance vers la croissance et la prospérité.

Réd.